

ON VEUT DU BEEFSTEAK, PAS DES MOTS !

« **Ma conviction, c'est qu'une des questions centrales pour la France, c'est celle du pouvoir d'achat des français. Les salaires sont trop bas, les revenus sont trop faibles. Moi je veux parler à la France qui travaille dur et qui trouve pourtant qu'on n'arrive pas à joindre les deux bouts** »

**Sarkozy,
discours de
campagne, mai 2007**

« Réduire le débat politique français à la seule question du pouvoir d'achat, c'est absurde ! » (conférence de presse du 10 janvier 2008) : Voilà finalement comment celui qui affirmait l'année dernière « *je ne vous trahirai pas, je ne vous mentirai pas, je ne vous décevrai pas* » considère aujourd'hui la question « centrale » du pouvoir d'achat.

Il est vrai qu'avec les **15 milliards de cadeaux fiscaux faits aux riches** (déduction fiscale sur les emprunts immobiliers, défiscalisation et exonération des charges sur les heures supplémentaires*, suppression de 95% des droits de succession), **l'allègement de l'impôt sur les grandes fortunes** (abattement sur la valeur de la résidence principale passant de 20 à 30%, jusqu'à exonération totale prochainement), le maintien des **régimes très spéciaux des députés** (un seul mandat de cinq ans donne droit à une pension de 1548 euros mensuels, pensions s'additionnant avec les mandats successifs), son **auto-augmentation de 140%** (49.191 euros mensuels, totalisant ses rentes de président, d'ex-ministre, d'ex-député et d'ex-maire, s'ajoutant à un patrimoine déclaré à l'ISF de 1.576.394 euros), le président tient ses promesses vis à vis ... du pouvoir d'achat des plus riches de ce pays ! Dont il fait partie d'ailleurs, avec une arrogance particulièrement obscène.



Pour nous en revanche, la précarité au travail monte en flèche, les revenus salariaux stagnent tandis que les prix montent de façon parfois tragique.

« *Il faut prendre l'argent là où il se trouve, c'est-à-dire chez les pauvres. Bon d'accord, ils n'ont pas beaucoup d'argent, mais il y a beaucoup de pauvres* » disait Alphonse Allais... Voilà très concrètement comment le capitalisme, dans sa fuite en avant, appauvrit toujours les plus modestes pour enrichir les plus riches :

- > Hausse du prix du **lait** (+3 à 5% dans les 6 derniers mois de 2007), du **pain** (jusqu'à 10%), des **pâtes** (+5 à 10%), du **poulet** (+8 à 10%), du **poisson** surgelé (+15%), etc. Une augmentation de 3% en moyenne du prix du caddie,
- > Hausse des **loyers** (+2,7% en 2007, avec des pointes à 8,5% dans le nord par exemple !),
- > Hausse des **impôts locaux** (+37% en 5 ans pour le foncier, +10% pour la taxe d'habitation),
- > Hausse du prix des **transports collectifs** (encore des hausses SNCF dès le 29 janvier)
- > **Médicaments déremboursés** et autres franchises médicales,
- > Hausse du **prix de l'électricité** (+7% en UE depuis 2005), du **gaz** (+18 €/MWh depuis 7 ans)

* Le slogan « **travailler plus pour gagner plus** » cache en fait une politique fondée sur la multiplication des heures supplémentaires pour éviter habilement les augmentations de salaire, dans un contexte où :

- une majorité d'heures supplémentaires en France ne sont pas payées par les patrons (et font l'objet de procès aux prud'hommes... dont le président prévoit d'ailleurs la suppression du quart sur le territoire !)
- un tiers du salariat est composé d'employés à temps partiel qui préféreraient un temps complet à des heures sup (rappelons que ce sont les patrons qui décident de ces heures sup et non les salariés, et qu'ils préfèrent souvent un 30 heures + 5 heures sup qu'on peut supprimer du jour au lendemain qu'un contrat à 35 heures) ;
- les heures supplémentaires permettent aux patrons des branches où l'offre d'emploi existe de moins embaucher, pendant que le chômage et la précarité augmentent en France.

Tout est désormais privé, privatisé... sauf les frais et les dégâts des marchés privés, qui eux restent bien sûr « collectifs » ! Sur fond de baisse inexorable de notre pouvoir d'achat, c'est encore à nous par exemple, d'éponger les dettes colossales des banques privées, au moment de la crise mondiale des « subprimes » : Les banques privées noyées sous les dettes créant une pénurie de crédits, c'est à la Banque Centrale Européenne d'injecter massivement des euros dans l'économie, ce qui dévalorise la monnaie, donc nos salaires par rapport aux prix. La destruction systématique du secteur public, des services publics, au profit des marchés sauvages européens, les Français s'y étaient pourtant opposé il y a 3 ans...

« L'Europe c'est le partage consenti d'une souveraineté. Et la souveraineté c'est le peuple. A chaque grande étape de l'intégration européenne, il faut donc solliciter l'avis du peuple. Sinon, nous nous couperons du peuple »

Sarkozy, ministre de l'économie, mai 2004

Le projet de Constitution Européenne a été massivement rejeté le 29 mai 2005 par le peuple français, par les ouvriers et employés précaires en particulier, qui ne voulaient pas que soient inscrites dans une constitution immuable les lois les plus barbares du libéralisme et de l'impérialisme... Monsieur Sarkozy aurait-il aujourd'hui choisi de « se couper du peuple », en faisant passer en force via le parlement UMPS le 4 février un « nouveau » traité substitutif qui « n'a pas abandonné un seul point essentiel de la Constitution » (Zapatero, discours du 27 juin 2007), qui « a gardé 98% de sa substance » (Giscard d'Estaing, audition du 6 janvier 2008) ?

« Rupture » ? « Gagner plus » ? « Respect de la Nation » ?

Trahisons, mensonges, déceptions ! Et c'est loin d'être fini !

Après les élections municipales, Sarkozy reprendra ses attaques contre le droit de grève, contre le code du travail, privatisera tout ce qui ne l'est pas encore et nous imposera à tous 41 puis 42 ans de cotisations. N'attendons pas pour **sanctionner la droite** et **passer à l'offensive** !

» Aux élections municipales, votons au premier tour pour les listes unitaires antilibérales, pour rejeter libéraux et sociaux-libéraux de l'UMPS !

» Sanctionnons le pouvoir sarkozyste au deuxième tour !

» Fini les journées revendicatives symboliques et sans lendemain ! Exigeons un mouvement unitaire et coordonné pour gagner sur le pouvoir d'achat !



Coordination Communiste Nord-Pas de Calais

Pour la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire

BP51, 59007 Lille Cedex - coordcommuniste@numericable.fr

<http://coordin.communiste.free.fr>

IPNS